

PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

a) LE SECTEUR DE SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2006, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- L'adoption du nouveau statut général de la fonction publique (JO N°72, 46).
- La déclaration de deuil national (JO N° 2).
- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Athir" (JO N°7, 10, 15, 80).
- L'attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Ahid", à titre posthume (JO N° 10, 37, 41).
- Mesures de grâce à l'occasion de la journée de la Femme (JO N° 14).
- Mesures de grâce à l'occasion de la journée internationale de la liberté de la presse (JO N° 29).
- Fin de fonctions du Chef du Gouvernement (JO N° 35).
- Nomination du Chef du Gouvernement (JO N° 35).
- Nomination des membres du Gouvernement (JO N° 35).
- Mise de l'institut supérieur de gestion et de planification sous tutelle du ministre des finances (JO N° 31).
- La création du prix du Président de la République dénommé "Prix Ali Maâchi pour les jeunes créateurs" (JO N° 38).

- Mesures de grâce à l'occasion du 44ème anniversaire de la fête de l'indépendance (JO N° 44).
- Mesures de grâce au profit des journalistes à l'occasion du 44ème anniversaire de la fête de l'indépendance (JO N° 44).
- Définition des modalités d'attribution d'une indemnité complémentaire de revenu au profit de certaines catégories de fonctionnaires et agents publics (JO N° 47).
- Définition des modalités d'attribution d'une indemnité complémentaire au profit des fonctionnaires et agents publics autres que ceux classés dans l'échelle nationale indiciaire relative aux salaires (JO N° 47).
- Fixation de la prime de rendement allouée aux personnels enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs et aux spécialistes hospitalo-universitaires (JO N° 47).
- Fixation des droits des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale et la promotion de la citoyenneté (JO N° 51).
- Fixation de la composition du cabinet du ministre d'Etat sans portefeuille (JO N° 58).
- Mesures de grâce à l'occasion de l'Aïd El Fitr et de la célébration du cinquante-deuxième anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954 (JO N° 68).
- Fixation de la composition, de l'organisation et des modalités de fonctionnement de l'organe national de prévention et de lutte contre la corruption (JO N° 74).
- Fixation du modèle de déclaration de patrimoine (JO N° 74).
- Fixation des modalités de déclaration de patrimoine des agents publics autres que ceux prévus par l'article 6 de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption (JO N° 74).
- Nomination des membres du conseil d'administration du commissariat à

l'énergie atomique (JO N° 21).

- L'organisation en bureaux de l'administration centrale de la direction générale de la fonction publique (JO N° 72).

AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Il convient de signaler : le rattachement de la direction générale de la fonction publique à la Présidence de la République (Secrétariat Général du Gouvernement) (JO N° 36).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL :

Il convient de signaler ce qui suit :

- Résultats des élections partielles en vue du remplacement de membres du Conseil de la Nation (JO N° 13).

- Remplacement d'un député à l'Assemblée populaire nationale (JO N°20).

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du Conseil constitutionnel (JO N° 41).

AU TITRE DE LA COUR DES COMPTES :

- Création et composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la Cour des comptes (JO N° 47, 55).

- Renouvellement des membres de la commission de recours compétente à l'égard des corps du personnel administratif et technique de la Cour des comptes (JO N° 65).

AU TITRE DU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL

- Renouvellement des deux commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des personnels du Conseil national économique et social (JO N°73).

AU TITRE DES SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT:

L'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant :

- Déclaration des zones industrielles de Skikda, d'Arzew, et du pôle In Amenas zone à risques majeurs (JO N° 33).
- Définition de la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de l'investissement (JO N° 36).
- Définition des attributions, de l'organisation et du fonctionnement de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO N° 36).
- Autorisation des membres du Gouvernement à déléguer leur signature (JO N° 36).
- Définition des modalités de transfert du droit au bail des logements à caractère social affectés aux administrations, institutions et organismes publics (JO N° 39).
- Définition des missions, de l'organisation et des modalités de fonctionnement de l'organisme de la ville nouvelle de Hassi Messaoud (JO N° 58).
- Définition des modalités relatives aux inspections de la fonction publique (JO N° 66).
- Définition des conditions et des modalités de mise à disposition de locaux à usage professionnel et artisanal au profit des chômeurs promoteurs (JO N° 66).
- Définition de la liste nominative des membres du conseil d'orientation de l'office national des statistiques (JO N° 61).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE:

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par la publication des textes portant :

- Définition des tarifs applicables aux travaux cartographiques exécutés par les services de l'institut national de cartographie et de télédétection ainsi que les prix de vente des cartes topographiques qu'il produit (JO N° 1).
- Nomination de juges assesseurs près les juridictions militaires (JO N° 7).
- Validation du programme de formation pour l'obtention du certificat d'études spécialisées en immunologie et allergologie organisée à l'école nationale de santé militaire (JO N° 4).
- Renouvellement du détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat au titre de l'année universitaire 2005-2006 et 2006-2007 (JO N° 4, 36, 67).
- Composition, organisation, fonctionnement et missions de la commission chargée de coordonner les activités au niveau des aérodromes mixtes d'Etat (JO N° 6).
- Définition des modalités de répartition des dépenses de fonctionnement et d'entretien des zones communes des aérodromes mixtes d'Etat (JO N° 21).
- Approbation du statut général des personnels militaires (JO N° 12, 27).
- Création, organisation et fonctionnement du comité interministériel chargé de la mise en œuvre de la convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (JO N° 36).
- Création, composition, fonctionnement et missions du comité interministériel de suivi de la mise en œuvre de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (JO N° 36).
- Reconversion de l'établissement militaire de prévention et de rééducation de Ouargla / 4ème région militaire en établissement militaire de rééducation et de réadaptation (JO N° 38).
- Renouvellement du détachement du président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset, 6ème région militaire (JO N° 21).

- Définition des conditions, modalités et procédures relatives à l'édification et à l'utilisation des points hauts (JO N° 38).
- Renouvellement du détachement des présidents des tribunaux militaires permanents (JO N° 33, 34, 44, 59).
- Fin de détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat (JO N° 67, 83).
- Homologation des tenues des personnels de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (JO N° 31).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

L'activité normative de ce secteur s'est caractérisée par :

1- la ratification de nombreuses conventions internationales, notamment :

- La convention 135 concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder, adoptée à Genève le 23 juin 1971 (JO N° 7).
- La convention 155 concernant la sécurité, la santé des travailleurs et le milieu de travail, adoptée à Genève le 22 juin 1981 (JO N° 7).
- La convention 167 concernant la sécurité et la santé dans la construction, adoptée à Genève le 20 juin 1988 (JO N° 7).
- La convention 181 concernant les agences d'emploi privées, adoptée à Genève le 19 juin 1997 (JO N° 7).
- La Charte arabe des droits de l'Homme, adoptée à Tunis en mai 2004 (JO N° 8).
- Le protocole d'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et la République fédérale d'Allemagne sur l'identification et la réadmission, signé à Bonn le 14 février 1997 (JO N° 8).

- La convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne, signée à Madrid le 24 février 2005 (JO N° 8).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne sur la circulation des personnes, signé à Rome le 24 février 2000 (JO N°9).
- L'accord portant suppression de visa aux détenteurs de passeports diplomatiques et de passeports de service entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Alger le 12 mars 2003 (JO N°9).
- La convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signée à Téhéran le 19 octobre 2003 (JO N° 9).
- La convention de coopération dans le domaine de la santé entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signée à Alger le 29 septembre 2004 (JO N° 9).
- L'accord sous forme d'échange de lettres entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume d'Espagne sur la reconnaissance réciproque et l'échange des permis de conduire nationaux, signé à Madrid le 26 octobre 2004 (JO N° 9).
- L'accord de coopération dans le domaine du tourisme entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Alger le 27 décembre 2004 (JO N° 9).
- La convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Alger, le 29 septembre 2004 (JO N° 10).

- L'accord sur la coopération technique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Japon, signé à Tokyo le 7 décembre 2004 (JO N° 10).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Corée dans le domaine du transport maritime, signé à Séoul le 9 décembre 2003 (JO N° 12).
- L'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud dans le domaine de l'éducation, signé à Pretoria le 6 octobre 2004 (JO N° 12).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, sur l'exemption de visa en faveur des nationaux détenteurs de passeports diplomatiques ou de service, signé à Brasilia le 12 mai 2005 (JO N° 13).
- L'accord de coopération dans le domaine de l'énergie et des mines, entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Pérou, signé à Lima le 18 mai 2005 (JO N° 13).
- L'accord de prêt entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume de Belgique, signé à Alger le 26 juin 2005 (JO N° 13).
- La convention relative à l'extradition entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signée à Téhéran le 19 octobre 2003 (JO N° 16).
- L'accord de transport aérien entre la République algérienne démocratique et populaire et la République arabe syrienne, signé à Alger, le 13 décembre 2003 (JO N° 16).
- La convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, adoptée à Genève le 21 mai 2003 (JO N° 16).

- Les statuts de l'union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ainsi que le règlement y relatif (JO N° 18).
- La convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Alger le 10 mars 2006 (JO N° 21).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la promotion et la protection réciproque des investissements, signé à Alger le 10 mars 2006 (JO N° 21).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur les relations commerciales, économiques et financières et le traitement de la dette de la République algérienne démocratique et populaire envers la Fédération de Russie au titre des crédits précédemment accordés, ainsi que le protocole y relatif, signé à Alger le 10 mars 2006 (JO N° 21).
- La convention concernant les normes minima à observer sur les navires marchands, adoptée à Genève le 29 octobre 1976 (JO N° 23).
- Le protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, adopté à Rome le 10 mars 1988 (JO N° 23).
- Le statut du centre arabe de la prévention des risques sismiques et autres catastrophes naturelles, fait au Caire le 4 mars 2004 (JO N° 23).
- La convention de l'union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, adopté à Maputo le 11 juillet 2003 (JO N° 24).
- L'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique - Eurasie, fait à la Haye le 15 août 1996 (JO N° 25).
- L'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique d'Iran, signé à Alger, le 2 octobre 2004 (JO

N°34).

- L'accord dans le domaine de l'information entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja le 7 octobre 2004 (JO N°34).

- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, dans le domaine de la petite et moyenne entreprise, signé à Abuja le 7 octobre 2004 (JO N° 34).

- La convention de coopération dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, signée au Caire le 12 janvier 2005 (JO N°34).

- L'accord de coopération dans le domaine sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, signé à Brasilia le 12 mai 2005 (JO N° 34).

- L'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 11 septembre 2005 (JO N° 34).

- L'amendement à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, adopté à Genève le 22 septembre 1995 (JO N° 35).

- La convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la République libanaise en vue d'éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Beyrouth le 26 mars 2002 (JO N° 35).

- L'accord de coopération dans le secteur agricole entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie, signé à Sofia le 20 décembre 2004 (JO N° 35).

- La convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, adoptée à Stockholm le 22 mai 2001 (JO N° 39).
- La convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, signée à Londres, Moscou et Washington le 29 mars 1972 (JO N° 43).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la coopération technique, signé à Alger le 30 avril 2002 (JO N° 43).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Corée concernant la suppression mutuelle des visas au profit des titulaires des passeports diplomatiques et de service, signé à Alger le 18 janvier 2005 (JO N° 43).
- La convention entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Corée en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Séoul le 24 novembre 2001 (JO N° 44).
- L'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivarienne du Vénézuëla, relatif à la suppression de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service des deux pays signé à Caracas les 25 et 27 février 2004 (JO N° 54).
- L'accord de coopération dans le domaine du tourisme entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise, fait à Lisbonne le 31 mai 2005 (JO N° 54).
- La convention de coopération culturelle et artistique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signée à Alger le 17 décembre 2004 (JO N° 54).

- L'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil dans les domaines de la protection des végétaux et de la quarantaine végétale, signé à Brasilia le 12 mai 2005 (JO N° 54).
- Le protocole de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et les Gouvernements de la communauté française de Belgique/Wallonie-Bruxelles et de la région Wallone, fait à Alger, le 17 mai 2005 (JO N° 54).
- L'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe syrienne dans le domaine de l'artisanat, signé à Damas le 29 novembre 2005 (JO N° 54).
- Le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté à New York, le 25 mai 2000 (JO N°55).
- Le protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, adopté à New York le 25 mai 2000 (JO N° 55).
- La convention internationale contre le dopage dans le sport, faite à Paris, le 18 novembre 2005 (JO N° 61).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République tunisienne portant plan d'urgence sous-régional entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie pour la préparation à la lutte et la lutte contre la pollution marine accidentelle dans la zone de la Méditerranée du Sud-ouest, signé à Alger, le 20 juin 2005 (JO N° 63).
- La convention portant création de la société internationale islamique pour le financement du commerce, faite à Koweït City le 30 mai 2006 (JO N° 68).

- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à l'octroi d'une aide financière par le Gouvernement du Royaume de Belgique au Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire signé à Alger, le 9 juillet 2006 (JO N° 68).
- L'accord de coopération dans le domaine de l'agriculture entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signé à Alger le 21 novembre 2004 (JO N° 69).
- L'accord de coopération dans le domaine des mines et de l'énergie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Chili, signé à Santiago de Chili le 16 mai 2005 (JO N° 69).
- L'accord de coopération entre la République algérienne démocratique et populaire et la République portugaise dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de la culture, de la jeunesse, du sport et de la communication, fait à Lisbonne le 31 mai 2005 (JO N° 69).
- La convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961 (JO N° 72).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique portant sur la coopération en matière de sciences et de technologie, signé à Alger le 18 janvier 2006 (JO N° 73).
- Le protocole de coopération commune dans le domaine du travail et des relations professionnelles entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Tunis le 16 février 2006 (JO N° 73).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Tunis le 6 février 2006 (JO N° 73).

- Le protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995 (JO N° 74).
- La convention relative à l'extradition entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée à Londres, le 11 juillet 2006 (JO N° 81).
- La convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée à Londres, le 11 juillet 2006 (JO N° 81).
- La convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée à Londres, le 11 juillet 2006 (JO N° 81).
- L'accord relatif à la circulation des personnes et la réadmission entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Londres, le 11 juillet 2006 (JO N° 81).
- La convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra atmosphérique, signée à New York le 14 janvier 1975 (JO N° 82).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Finlande relatif à la promotion et la protection réciproques des investissements, signé à Alger le 13 janvier 2005 (JO N° 82).
- L'accord de coopération scientifique et technologique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan, signé à Islamabad le 20 septembre 2005 (JO N° 82).
- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française

relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra atmosphérique à des fins pacifiques, signé à Alger le 1er février 2006 (JO N° 83).

- L'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Conseil fédéral de la Confédération suisse sur la circulation des personnes, signé à Alger le 3 juin 2006 (JO N° 83).

- L'accord d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la Confédération suisse, signé à Alger le 3 juin 2006 (JO N° 83).

2- La publication de textes portant sur :

- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation du siège du ministère des affaires étrangères (JO N° 51).

- Ouverture d'un consulat général de la République algérienne démocratique et populaire à Milan (Italie) (JO N° 12).

- La désignation des membres du conseil d'administration de l'institut diplomatique et des relations internationales (JO N° 4).

- Changement de classe du poste consulaire de la République algérienne démocratique et populaire à Genève (JO N° 8).

- Transfert du consulat de la République algérienne démocratique et populaire d'Aubervilliers (France) (JO N° 8).

- Fermeture du consulat de la République algérienne démocratique et populaire à Naples (Italie) (JO N° 12).

- Délimitation de la circonscription consulaire de l'ambassade de la République algérienne démocratique et populaire à Rome (Italie) (JO N° 12).

- Ouverture et modalités d'organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement des attachés diplomatiques (JO N° 62).

- Définition des modalités d'organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement des secrétaires diplomatiques (JO N° 62).
- Définition des modalités d'organisation d'un concours sur épreuves pour le recrutement des attachés diplomatiques (rectificatif) (JO N° 62, 73).
- Organisation d'un examen professionnel pour l'accès aux corps des secrétaires diplomatiques et des conseillers diplomatiques (JO N° 65).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE

L'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes portant sur:

- La définition des modalités de la prévention et de la lutte contre la corruption (JO N° 14).
- L'approbation de l'ordonnance relative à la lutte contre la contrebande (JO N° 2, 47, 80).
- L'organisation et le fonctionnement de l'office national de lutte contre la contrebande (JO N° 53).
- La définition de la composition et des missions du comité local de lutte contre la contrebande (JO N° 53).
- La définition des modalités d'application de l'article 5 relative à la lutte contre la contrebande (JO N° 53).
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la justice en bureaux (JO N° 1).
- La définition du barème fixant la rémunération accordée à la main-d'œuvre pénale (JO N° 7).
- L'unification des symboles placés à l'intérieur des salles d'audience des juridictions (JO N° 22).
- L'organisation de la profession de notaire (JO N° 14).

- L'organisation de la profession d'huissier de justice (JO N° 14).
- L'approbation de la mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale (JO N° 11, 27).
- L'approbation de l'ordonnance fixant les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulman (JO N° 27, 12).
- La modification du code de procédure pénale (JO N° 84).
- La modification du code pénal (JO N° 84).
- La détermination des dispositions définissant les modalités de l'indemnisation des victimes de la tragédie nationale (JO N° 11).
- La détermination des modalités fixant la réintégration ou l'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale (JO N° 19).
- La détermination des modalités fixant la prise en charge des honoraires dus au notaire dans le cadre de l'indemnisation des victimes de la tragédie nationale (JO N° 24).
- La détermination de l'aide de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme (JO N° 11).
- Les mesures de grâce en application de l'ordonnance portant mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation (JO N° 14).
- La création de l'office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (JO N° 36).
- Le changement de nom (JO N° 29, 55, 56, 66, 67, 69, 72, 73).
- L'acquisition de la nationalité algérienne (JO N° 37).
- La définition des modalités d'organisation et de fonctionnement de l'établissement pénitentiaire (JO N° 15).
- La définition des conditions et modalités d'application des dispositions

de l'article 7 bis de la loi portant code de la famille (JO N° 31).

- L'organisation, fonctionnement et missions de l'inspection générale des services pénitentiaires (JO N° 53).

- La création du centre de recherche juridique et judiciaire (JO N° 60).

- L'extension de la compétence territoriale de certains tribunaux, procureurs de la République et juges d'instruction (JO N° 63).

- La définition du nombre des épreuves, leur nature, la constitution du jury des épreuves et d'admission définitive et la constitution du dossier de candidature au concours national de recrutement d'élèves magistrats (JO N° 10).

- La désignation des présidents des commissions électorales de wilayas et les membres et secrétaires des bureaux de vote pour l'élection partielle en vue du remplacement des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 3, 10).

- La désignation des présidents des commissions électorales de wilaya en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 79).

- La désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 79).

- L'ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2006 (JO N° 10).

- La définition de la durée et des dates des congés des élèves magistrats (JO N° 20).

- Les définitions du programme de la formation de base des élèves magistrats (JO N° 60).

- Les modalités de délégation des magistrats à l'école supérieure de la magistrature (JO N° 44).

- L'organisation et le déroulement du concours national pour l'accès à la profession de notaire (JO N° 42).
- L'organisation et le déroulement du concours national pour l'accès à la profession d'huissier de justice (JO N° 42).
- La définition de la liste des postes de travail ouvrant droit à l'indemnité forfaitaire de service permanent au sein du ministère de la justice (JO N°44).
- La détermination des modalités de mise en œuvre de la procédure d'attribution de l'aide sociale et financière au profit des détenus démunis lors de leur libération (JO N° 62).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Au cours de cette année, l'activité normative s'est caractérisée par la publication des textes :

- Fixant le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas (JO N° 4).
- Fixant le taux de participation des wilayas au fonds de garantie des impositions des wilayas (JO N° 4).
- Fixant le taux de participation des communes au fonds de garantie des impositions des communes (JO N° 4).
- Fixant le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes (JO N° 4).
- Définissant le nombre et l'organisation interne des annexes de l'école nationale de la protection civile (JO N° 20).
- Convoquant le collège électoral des wilayas de Béjaia, Béchar, Tizi-Ouzou, Médéa et Oran pour des élections partielles en vue du remplacement de membres élus du Conseil de la nation (JO N° 1).

- Convoquant le collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 71).
- Déterminant le rattachement de la direction générale de la réforme administrative au ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO N°36).
- Portant création, organisation et fonctionnement de l'école nationale de la protection civile (JO N° 2).
- Réorganisant le statut du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (C.R.A.A.G) (JO N° 6).
- Portant création du comité national de coordination des actions de lutte contre la criminalité (JO N° 15).
- Modifiant la consistance et les limites territoriales des communes de Hassi Messaoud et de Hassi Ben Abdellah de la wilaya de Ouargla (JO N°49).
- Portant transfert du Jardin d'Essai du Hamma à la wilaya d'Alger (JO N°63).
- Fixant l'organisation et le fonctionnement de l'école nationale d'administration (JO N° 75).
- Définissant la liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2006 (JO N° 20).
- Fixant la forme et les caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour les élections partielles en vue du remplacement de membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 4).
- Fixant la forme et les caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO N° 79).
- Fixant la composition les modalités et conditions de port, de contrôle et

de conservation des tenues des personnels des sociétés de gardiennage et de transport de fonds et produits sensibles (JO N° 16).

- Fixant les caractéristiques du passeport spécial pour le pèlerinage aux lieux saints de l'islam et les conditions de son établissement et de sa délivrance pour la campagne Hadj 1427 correspondant à 2006/2007 (JO N° 43).

- Fixant les programmes des concours sur épreuves pour l'accès à l'école nationale des transmissions (JO N° 30).

AU TITRE DU MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Il convient de souligner la publication du texte portant : fixation du nombre de postes supérieurs de l'administration centrale et la création du bulletin officiel du ministère des relations avec le Parlement (JO N° 72, 80).

b) LE SECTEUR DES FINANCES

Le secteur des finances a procédé à la publication de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique et notamment ceux portant :

- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2005 (JO N° 17).

- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N° 29).

- Définition de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N° 29).

- Création et composition de la commission des œuvres sociales de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO N° 23).

- Définition de la liste des marchandises soumises à l'autorisation de

circuler conformément aux dispositions de l'article 220 du code des douanes (JO N° 22).

- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard de l'ensemble des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité (JO N° 23).

- Définition de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard de l'ensemble des corps des fonctionnaires de l'administration centrale de la direction générale de la comptabilité (JO N° 23).

- Définition de l'organisation et des attributions de la trésorerie centrale et de la trésorerie principale (JO N° 33).

- Définition de l'organisation et des attributions des directions régionales du Trésor (JO N° 33).

- Définition de l'organisation et des attributions de la trésorerie de wilaya (JO N° 33).

- Fixation de l'organisation et des critères de classification et des attributions des trésoreries communales, des trésoreries des secteurs sanitaires et des trésoreries des centres hospitalo-universitaires (JO N° 33).

- Définition de la classification des trésoreries communales, des trésoreries des secteurs sanitaires et des trésoreries des centres hospitalo-universitaires (JO N° 34).

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spécial n° 302 - 103 intitulé "Fonds de régulation des recettes" (JO N° 23).

- Octroi d'agrément à la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture "MAATEC" (JO N° 20).

- Octroi d'agrément à la SARL "B&K conseil, placement et courtage" en qualité de société de courtage d'assurance (JO N° 20).

- Promulgation de la loi relative aux assurances (rectificatif) (JO N° 15, 27).

- Régime juridique applicable à la titrisation des créances hypothécaires (JO N° 15).
- Promulgation de la loi relative à la société de capital investissement (JO N° 42).
- Approbation de la loi de finances complémentaire pour 2006 (JO N° 47).
- Approbation de l'ordonnance fixant les conditions et modalités de concession et de cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement (JO N° 72).
- Promulgation de la loi de finances pour 2007 (JO N° 85).
- Définition des conditions et des modalités de concession et de cession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation de projets d'investissement (JO N° 53).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2006, des différentes institutions et ministères (JO N° 5).
- Création et transfert de crédits au budget de fonctionnement de l'Etat des différentes institutions et ministères (JO N° 9, 16, 29, 37, 45, 53, 60, 61, 64, 65, 66, 77, 72, 73, 76, 81, 82, 84).
- Répartition de crédits aux différentes institutions et ministères (JO N° 5, 57).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement des différentes institutions et ministères (JO N° 21, 51, 69, 71, 74, 78, 79, 80, 83, 84).
- Répartition par secteur des dépenses d'équipement des différentes institutions et ministères (JO N° 21, 42, 51).
- Création, missions et organisation du commissariat général à la planification et à la prospective (JO N° 62).

- Autorisation de la participation de l'Algérie à la 4ème augmentation générale du capital de la Banque islamique de développement (JO N° 81).
- Fixation de la forme du modèle, du contenu ainsi que de l'accusé de réception de la déclaration de soupçon (JO N° 2).
- Définition du niveau et des modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts octroyés par les établissements de crédit pour la reconstruction d'habitations en remplacement des chalets réalisés suite au séisme de l'année 1980 (JO N° 3).
- Fixation des modalités de publicité des opérations de crédit-bail mobilier (JO N° 10).
- Fixation des dispositions des taux et montants des redevances aéronautiques ainsi que les modalités de leur répartition (JO N° 10).
- Définition des statuts du fonds de soutien à l'investissement pour l'emploi (JO N° 16).
- Définition des modalités d'application relatives à l'hypothèque légale instituée au profit des banques, des établissements financiers et autres institutions (JO N° 21).
- Définition des modalités de versement et d'affectation de la taxe pour l'enregistrement et le contrôle des produits pharmaceutiques (JO N° 30).
- Abrogation des dispositions fixant le seuil applicable aux paiements devant être effectués par les moyens de paiement à travers les circuits bancaires et financiers (JO N° 53).
- Définition du niveau et des modalités d'octroi de la bonification du taux d'intérêt des prêts octroyés par les banques et établissements financiers aux petites et moyennes entreprises (JO N° 58).
- Fixation de la liste, des conditions d'accès, et de la classification des postes supérieurs des services extérieurs du Trésor (JO N° 59).

- Définition de l'organisation et des attributions des services extérieurs de l'administration fiscale (JO N° 59).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement des différentes institutions et ministères pour l'année 2006 (JO N° 63, 84).
- Définition des modalités de désignation de commissaires aux comptes auprès des sociétés à responsabilité limitée (JO N° 64).
- Définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé "Fonds de régulation des recettes" (JO N° 72).
- Définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-107 intitulé "Fonds d'appui à l'investissement" (JO N° 71).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des finances (JO N° 82).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-089 intitulé "Fonds spécial de développement des régions du Sud" (JO N° 84).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-116 intitulé "Fonds spécial pour le développement économique des Hauts Plateaux" (JO N° 84).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale du budget (JO N° 25).
- Retrait d'agrément de la compagnie d'assurance et de garantie du crédit à l'investissement (JO N° 28).
- Retrait d'agrément d'un courtier d'assurance (JO N° 28, 66).
- Octroi d'agrément à l'"EURL FINASSUR" "ALINAS" en qualité de société de courtage d'assurance (JO N° 28, 77).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires dont les corps sont gérés par la

direction des ressources humaines du ministère des finances (JO N° 30).

- Retrait d'agrément de la branche "caution" à la société générale assurance méditerranéenne "GAM" (JO N° 48).

- Octroi d'agrément à un courtier d'assurance (JO N° 22, 48, 77).

- Octroi d'agrément à la SARL "ASGEN" en qualité de société de courtage d'assurance et à la société d'assurance "CARDIF EL-DJAZAIR" (JO N° 77).

- Composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des inspecteurs des finances et des inspecteurs généraux des finances (JO N° 64).

- Renouvellement de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires dont la carrière est gérée par les services de l'administration centrale du ministère des finances (JO N° 72).

- Octroi d'agrément à la société "Al Baraka oua Al Amane d'assurance et de réassurance" (JO N° 66).

- Définition des modèles-types des cahiers des charges relatifs à l'exonération de l'IRG et l'IBS applicables aux bénéfices tirés des activités de réalisation de logements sociaux et promotionnels (JO N° 28).

- Définition des bureaux de douane (JO N° 35).

- Délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2006 (JO N° 20).

- Approbation des titres et diplômes ainsi que des conditions d'expérience professionnelle ouvrant accès à l'exercice de la profession d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé (JO N° 41).

- Date d'ouverture du bureau de douane d'El Meniaa (JO N° 64).

AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE

Il convient de souligner :

- La définition des postes de douane frontaliers terrestres (JO N° 25).
- L'octroi d'agrément d'un établissement financier (JO N° 22).
- L'octroi d'agrément d'une société de crédit-bail (JO N° 22).
- L'octroi d'agrément d'une banque (JO N° 62).
- L'émission d'une pièce de monnaie métallique de dix (10) dinars en argent (JO N° 62).
- La définition des conditions de constitution de banque et d'établissement financier et d'installation de succursale de banque et d'établissement financier étranger (JO N° 77).
- Le retrait d'agrément de la Banque "Mouna Bank" et "Arco Bank" (JO N° 2).
- La définition du système de règlements bruts en temps réel de gros montants et paiements urgents (JO N° 2).
- La fixation des modalités de la prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (JO N° 26).
- La définition de la compensation des chèques et autres instruments de paiement de masse (JO N° 26).
- La fixation de la sécurité des systèmes de paiement (JO N° 37).
- La situation mensuelle du mois de janvier au mois d'Avril 2006 (JO N° 34, 38, 40).
- La situation mensuelle du mois de juin au mois de décembre 2005 (JO N° 2, 4, 6, 34).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Il convient de souligner les principales activités normatives suivantes:

- L'approbation d'un projet de construction d'une centrale électrique

turbine à gaz à Berrouaghia (wilaya de Médéa) (JO N° 4).

- L'approbation d'un projet de construction d'une canalisations destinée à l'alimentation en gaz naturel de plusieurs villes dans différentes wilayas (JO N° 7, 16, 20, 35, 44, 53, 60, 74).

- L'approbation de projets de construction de stations de stockage de propane au niveau de plusieurs villes dans différentes wilayas (JO N° 75).

- L'approbation de la loi relative aux hydrocarbures (JO N° 72, 48).

- La création, l'organisation et le fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique (JO N° 36).

- L'approbation du contrat pour la recherche, l'appréciation, le développement et l'exploitation d'hydrocarbures entre la société nationale "SONATRACH" et des sociétés étrangères (JO N° 81).

- La fixation du prix de cession du pétrole brut entrée-raffinerie, des prix sortie-raffinerie, des marges de distribution et des prix de vente des produits pétroliers destinés à la consommation sur le marché national (JO N° 2).

- La définition de la liste des équipements spécifiques exemptés de la TVA et/ou des droits, taxes et redevances de douanes (JO N° 49).

- L'organisation de l'administration centrale du ministère de l'énergie et des mines (JO N° 58).

- L'approbation d'un projet de construction d'un ouvrage électrique dans la wilaya d'Alger (JO N° 20, 35, 46, 47).

- La procédure fixant loctroi des autorisations d'exploiter des installations de production d'électricité (JO N° 76).

- La fixation du cahier des charges relatif aux droits et obligations du producteur d'électricité (JO N°76).

- La définition des règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien du réseau de transport de l'électricité (JO N° 76).

- La définition des règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien du réseau de transport de gaz (JO N° 76).
- La définition du cahier des charges relatif aux droits et obligations du gestionnaire du réseau de transport du gaz (JO N° 76).
- La définition de la composition et le fonctionnement du conseil consultatif de la commission de régulation de l'électricité et du gaz (JO N°76).
- La procédure et les conditions fixant l'application et la méthodologie de calcul de la taxe sur les profits exceptionnels (TPE) (JO N° 78).
- La définition de la composition du mélange GPL à usage de carburant sur les véhicules automobiles (JO N° 20).
- L'octroi d'une concession pour le système de transport par canalisation de gaz naturel dénommé "GK1/GK2" - "GO1/GO2/GO3"- "GPDF"- "GR1/GR2"- "GZ1/GZ2/GZ3"- "GZ4"- "GZO"- "GG1" à la société nationale "SONATRACH" (JO N° 45).
- L'octroi d'une concession pour le système de transport par canalisation de gaz de pétrole liquéfié (GPL) dénommé "LR1/DLR1/LNZ1/12" - "LZ1/LNZ1/16- "NH2" - "NZ1" - "OB1/OG1"- "OD1/OD3/OH2" - "OH1" - "OH3/OH4" - "OK1" - "OT1"- "OZ1/OZ2" à la société nationale "SONATRACH" (JO N° 45).
- L'approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de la ville de Ouled Moussa dans la wilaya de Boumerdès et du projet de la centrale électrique de l'entreprise "CEVITAL" dans la wilaya de Béjaïa (JO N° 44).
- L'approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de la ville d'El Tarf dans la wilaya d'El Tarf, de deux centrales électriques dans les wilayas de Tamanghasset et Naâma et du complexe CIBA-OGGAZ dans la wilaya de Mascara (JO N° 44).

- La définition de la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des réseaux d'énergie (JO N° 71).

AU TITRE DU MINISTERE DES PARTICIPATIONS ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Il convient de signaler :

- La modification de l'ordonnance relative au développement de l'investissement (JON°72, 47).
- La définition de la composition et du fonctionnement du Conseil des participations de l'Etat (JO N° 36).
- La définition de la composition, les attributions et les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de contrôle des opérations de privatisation (JO N° 36).
- La définition des attributions, de la composition, de l'organisation et du fonctionnement du Conseil national de l'investissement (JO N° 64).
- La définition de la composition, de l'organisation et du fonctionnement de la commission de recours compétente en matière d'investissement (JO N° 64).

AU TITRE DE MINISTERE DU COMMERCE

Il convient de signaler ce qui suit :

- L'obligation d'une méthode de recherche de *Listeria monocytogenes* dans le lait et les produits laitiers (JO N° 3).
- L'obligation d'une méthode de détermination de l'humidité d'échantillonnage et de préparation de l'échantillon pour l'essai de la viande et des produits de la viande (JO N° 1, 27).
- La création des subdivisions géographiques et fixant le nombre de collèges électoraux des chambres de commerce et d'industrie (JO N° 13).

- La répartition des sièges des assemblées générales des chambres de commerce et d'industrie (JO N° 22).
- La classification des postes supérieurs de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) (JO N° 26).
- L'abrogation de l'ordonnance définissant les zones franches (JO N° 42).
- La définition des conditions et des modalités de transmission par le centre national du registre du commerce, aux administrations, institutions et organismes concernés, des informations ayant trait aux immatriculations et radiations des registres du commerce (JO N° 37).
- La détermination des conditions et des modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage (JO N° 41).
- La fixation du modèle du contenu de l'extrait du registre du commerce (JO N° 42).
- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-084 intitulé "Fonds spécial pour la promotion des exportations" (JO N° 45).
- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-122 intitulé "Fonds de revenus complémentaires en faveur du personnel des enquêtes économiques et de la répression des fraudes" (JO N° 45).
- La liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère du commerce, les conditions d'accès à ces postes ainsi que leur classification (JO N° 61).
- La définition des éléments essentiels des contrats conclus entre les agents économiques et les consommateurs et les clauses considérées comme abusives (JO N° 56).

- La définition de la carte professionnelle délivrée aux étrangers exerçant sur le territoire national une activité commerciale, industrielle et artisanale ou une profession libérale (JO N° 80).
- L'obligation d'une méthode de mesurage du PH et la méthode de détermination de la teneur en phosphore et de la teneur en matière grasse total de la viande et des produits de la viande (JO N°23, 27, 33,37).
- Les résultats des élections des assemblées générales des chambres de commerce et d'industrie (JO N° 27).
- L'obligation d'une méthode de détermination de la teneur en nitrates dans la viande et les produits de la viande (JO N° 43).
- Les résultats des élections du président et des vice-présidents de la chambre algérienne de commerce et d'industrie (JO N° 47).
- La définition des spécimens et du contenu des documents relatifs au contrôle aux frontières de la conformité des produits importés (JO N° 52).
- La modification de la composition des commissions paritaires et de la commission de recours compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (JO N° 64).
- L'obligation d'une méthode de détermination de la teneur de l'azote basique volatil total dans les produits de la pêche (JO N° 58).
- L'obligation d'une méthode de détermination de la teneur en histamine dans les produits de la pêche par chromatographie liquide haute performance (JO N° 58).
- L'obligation d'une méthode de recherche et d'identification des substances anabolisantes dans la viande et les produits de la viande (JO N°59).
- La modification et la mise à jour de la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce (JO N° 72).

- La définition de la procédure de communication des informations ayant trait à l'arrivée des produits importés (JO N° 72).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET DE L'ARTISANAT

Il convient de signaler ce qui suit:

- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-124 intitulé "Fonds national de mise à niveau des PME" (JO N° 45).
- La création de pépinières d'entreprise dans différentes wilayas (JO N°49).
- L'organisation interne des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises (JO N° 38).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Il convient de signaler ce qui suit:

- La définition de la composition des membres du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel "INPED" (JO N° 26).
- La détermination des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-102 intitulé "Fonds de promotion de la compétitivité industrielle" (JO N° 72).
- La définition de la composition des membres du conseil d'administration de l'institut national de la productivité et du développement industriel "INPED" (JO N° 28).
- Le renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'industrie (JO N° 53).

- La définition de la liste nominative des membres du conseil national de métrologie (JO N° 59).
- La composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur des zones industrielles et d'activités (JO N° 65).

c) SECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Ce secteur a été caractérisé au cours de l'année considérée par la publication de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Il convient de signaler les textes portant sur:

- La déclaration d'utilité publique de l'opération portant réalisation de dédoublement de la route nationale et la réalisation de l'autoroute Est-Ouest n° 24 (JO N° 40, 79).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à l'aménagement de la route nationale n° 36 (JO N° 40).
- Le classement et déclassement de certaines voies dans la catégorie des chemins de wilaya (JO N° 58, 53).
- La nature, la forme, les dimensions et les prescriptions techniques applicables aux ralentisseurs (JO N° 27).
- La composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel routier et autoroutier (JO N° 71).

AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Les principaux textes publiés portent sur :

- L'approbation de l'organisation interne de l'agence du bassin hydrographique "Chlef Zahrez" (JO N° 7).

- La composition et le mode de fonctionnement du comité conjoint de supervision du transfert des activités relatives à l'eau potable et à l'assainissement (JO N° 22).
- La définition de l'organisation administrative de l'institut national de perfectionnement de l'équipement (INPE) (JO N° 7).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à l'alimentation en eau potable des centres urbains situés dans certaines wilaya (JO N° 4).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération de renforcement de l'alimentation en eau potable des centres urbains situés sur les axes Aïn Youcef, Hennaya et Tlemcen à partir du barrage de Sekkak (wilaya de Tlemcen) (JO N° 4).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation du certains barrage (JO N° 4).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération de construction des ouvrages de dérivation et de transfert de l'Oued El- Harrach vers le barrage de Douéra dans les wilayas d'Alger et de Blida (JO N° 4).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'ouvrages pour la lutte contre la remontée des eaux de l'Oued Souf et de la nappe phréatique de la vallée de Ouargla (JO N° 13, 32).
- La définition des modalités d'application de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par prélèvement d'eau pour son injection dans les puits pétroliers ou pour d'autres usages du domaine des hydrocarbures, industriel, touristique et de services (JO N° 20, 27, 84).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative aux travaux de protection du barrage de Beni Haroun (JO N° 32).
- L'organisation et le fonctionnement de la commission permanente des eaux minérales naturelles et des eaux de source (JO N° 23, 39).

- La fixation de la liste des laboratoires effectuant les analyses de la qualité des eaux minérales naturelles et des eaux de source (JO N° 12).
- La fixation des proportions d'éléments contenus dans les eaux minérales naturelles et les eaux de source ainsi que les conditions de leur traitement ou les adjonctions autorisées (JO N° 27).
- La composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur de l'eau (JO N° 65).
- La définition des modalités techniques de facturation forfaitaire de la redevance due en raison de l'usage, à titre onéreux, du domaine public hydraulique par prélèvement d'eau pour son injection dans les puits pétroliers ou pour d'autres usages du domaine des hydrocarbures.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Il convient de citer les textes portant :

- Nomination des membres du conseil d'administration de l'office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) (JO N° 23).
- Délimitation du périmètre de mise en valeur des terres agricoles dans certaines wilaya (JO N° 25).
- Organisation interne de l'institut national de la médecine vétérinaire (JO N° 9).
- Approbation de l'ordonnance relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition (JO N° 72, 47).
- Fixation des conditions de classement et des modalités de certification des semences et plants (JO N° 41).
- Fixation des conditions de stockage, d'emballage et d'étiquetage des semences et plants (JO N° 41).
- Définition des conditions d'exercice à titre privé des activités de

médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux (JO N° 16).

- Fixation de la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables (JO N° 16).

- Définition des prérogatives, de la composition et du fonctionnement de la commission nationale des semences et plants (JO N° 46).

- Définition des caractéristiques techniques du catalogue officiel des espèces et variétés des semences et plants, des conditions de sa tenue et de sa publication et des modalités et procédures d'inscription à ce catalogue (JO N° 46).

- Fixation des modalités d'organisation des battues administratives (JO N°46).

- Définition de la durée de suspension de l'exercice de la chasse ainsi que des espèces et des territoires concernés (JO N° 66).

- Déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale, située dans la zone d'expansion touristique colonel Haouès dans la wilaya de Tipaza, du régime forestier national (JO N° 66).

- Fixation du régime juridique de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives ainsi que les conditions et les modalités de son octroi (JO N°67).

- Incorporation au domaine forestier national de deux parcelles de terre situées dans les communes de Mogheul et Boukaïs, wilaya de Béchar (JO N° 70).

- Fixation des conditions et des modalités d'obtention et de délivrance du permis de chasse (JO N° 70).

- Fixation des modalités d'établissement et de délivrance de la licence de chasser (JO N° 70).

- Définition des règles de l'amodiation des territoires de chasse sur le domaine public et privé de l'Etat ainsi que des modalités et conditions de location des terrains de chasse appartenant à des particuliers (JO N° 72).

- Définition des registres des activités des associations de chasseurs, des fédérations des chasseurs de wilaya et de la fédération nationale des chasseurs (JO N° 72).
- Définition de la composition, de l'organisation et du fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique (JO N° 72).
- Fixation des conditions d'exercice de la chasse (JO N° 79).
- Délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de dans certains wilaya (JO N° 30, 48, 57).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel (JO N° 30).
- Précisant les conditions de délivrance de l'agrément sanitaire des établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux (JO N° 32).
- Création d'une commission des œuvres sociales au sein de l'institut de technologie moyen agricole spécialisé de Aïn Taya (JO N° 39).
- Création d'une commission des œuvres sociales au sein du centre cynégétique de Réghaïa (JO N° 39).
- L'annulation de délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt (JO N° 48).
- Modification de l'arrêté concernant la nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel (JO N° 64).
- Désignation des membres du conseil d'administration du fonds de garantie agricole (JO N° 60).
- Fixation de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel

de développement agricole et des espaces naturels et aires protégées (JO N° 71).

- Suspension de l'importation de volatiles, d'intrants et de produits avicoles dérivés d'origine ou en provenance de pays déclarés infectés par la grippe aviaire (JO N° 61).

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" (JO N° 44).

- Fixation de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" (JO N° 44).

- Désignation de l'institution financière spécialisée chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables sur les comptes d'affectations spéciales n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" et n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" (JO N° 45).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Il convient de citer les textes portant :

- Les conditions d'octroi du permis ou de l'autorisation de pêche (JO N°4).

- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N° 22).

- Création d'annexes du centre national d'études et de documentation pour la pêche et l'aquaculture (C.N.D.P.A) (JO N° 8).

- Détermination des modalités de suivi et l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé "fonds national de développement de la pêche et de l'aquaculture" (JO N° 14, 19).

- Définition de la nomenclature des engins de pêche dont l'importation, la fabrication, la détention et la vente sont interdites (JO N° 46).
- Fixation des conditions de délivrance du permis de pêche commerciale des grands migrateurs halieutiques dans les eaux sous juridiction nationale applicables aux navires étrangers (JO N° 66).
- Définition du cahier des charges-type pour l'exploitation de l'anguille (JO N° 67).
- Définition de la liste nominative des membres du conseil scientifique de l'unité de recherche rattachée au centre national d'études et de documentation pour la pêche et l'aquaculture (JO N° 19).
- Création d'un comité d'experts chargé d'assister la mise en œuvre du programme de formation et le suivi pédagogique des travailleurs en formation (JO N° 47).
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO N° 73).
- Fixation du journal de pêche (JO N° 79).
- Fixation du contenu du dossier de demande de concession pour la création d'un établissement d'exploitation des ressources biologiques marines (JO N° 80).
- Définition de la liste des postes de travail ouvrant droit à l'indemnité de nuisance et à l'indemnité forfaitaire de service permanent au sein du ministère de la pêche et des ressources halieutiques et aux établissements publics à caractère administratif en relevant (JO N° 30).
- Création de l'annexe de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture d'Alger à El Marsa wilaya de Chlef (JO N° 30).
- Fixation de la liste des fournitures devant faire l'objet de marchés de gré à gré après consultation au titre des opérations d'importation des produits d'aquaculture pour le peuplement et le repeuplement des milieux aquatiques (JO N° 30).

- Fixation de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel du développement de la pêche et de l'aquaculture (JO N° 65).

- Précisant les sujétions de service public de la chambre algérienne de pêche et d'aquaculture et des chambres de pêche et d'aquaculture de wilayas et inter-wilayas (JO N° 79).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Il convient de citer les textes portant :

- Promulgation de la loi d'orientation de la ville (JO N° 15).

- Création de l'agence nationale des sciences de la terre (JO N° 36).

- Définition des valeurs limites, des seuils d'alerte et des objectifs de qualité de l'air en cas de pollution atmosphérique (JO N° 1).

- Définition de la composition du conseil national de la montagne, ses attributions, son organisation et les modalités de son fonctionnement (JO N° 2, 36).

- Définition de la nomenclature des déchets, y compris les déchets spéciaux dangereux (JO N° 13).

- Réglementation de l'émission dans l'atmosphère de gaz, fumées, vapeurs, particules liquides ou solides, ainsi que les conditions dans lesquelles s'exerce leur contrôle (JO N° 24).

- Définition des valeurs limites des rejets d'effluents liquides industriels (JO N° 26).

- Définition de la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement (JO N° 37).

- Déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation de certains ouvrages, équipements et infrastructures de la ville nouvelle de Bouinan, Boughezoul et Sidi Abdellah (JO N° 45).
- Définition des missions, de l'organisation et des modalités de fonctionnement de l'organisme de la ville nouvelle de Bouinan, Boughezoul et Sidi Abdellah (JO N° 56).
- Déclaration d'utilité publique de l'opération relative à l'aménagement du parc des Grands Vents (JO N° 45).
- Création, organisation et fonctionnement de l'agence de promotion du parc des Grands Vents (JO N° 67).
- Définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-065 intitulé "Fonds national pour l'environnement et la dépollution" (JO N° 45).
- Création de la ville nouvelle de Hassi Messaoud (JO N° 58).
- Fixation des conditions de réalisation des voies carrossables nouvelles parallèles au rivage (JO N° 63).
- Définition des missions et de l'organisation et du fonctionnement de l'inspection générale de l'environnement (JO N° 66).
- Définition de la composition et du fonctionnement du conseil de coordination côtière (JO N° 75).
- Définition de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement et des services déconcentrés (directions de l'environnement de wilayas) (JO N° 43).
- Organisation administrative du commissariat national du littoral et nomination des membres du conseil d'orientation (JO N° 32, 49).
- Définition de l'autorité nationale désignée dans le cadre des mécanismes de développement propre (JO N° 12).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Il convient de citer les textes portant :

- Approbation du document technique réglementaire DTR C 3.31 intitulé "Ventilation naturelle des locaux à usage d'habitation" (JO N° 23).
- Approbation du document technique réglementaire DTR E 8.1 intitulé "Travaux de plomberie sanitaire" (JO N° 23).
- Approbation du document technique réglementaire intitulé "Conception et mise en œuvre des travaux de VRD" (JO N° 23).
- Définition des modalités de classification professionnelle des entreprises ou groupes d'entreprises intervenant dans le cadre du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N° 27).
- Définition des modalités d'instruction et de délivrance du certificat d'urbanisme, du permis de lotir, du certificat de morcellement, du permis de construire, du certificat de conformité et du permis de démolir (JO N°1).
- Définition des conditions et des modalités de désignation des agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la législation et à la réglementation en matière d'aménagement et d'urbanisme ainsi que les procédures de contrôle (JO N° 6).
- Définition des conditions et des modalités de cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) mis en exploitation avant le 1er janvier 2004 (JO N°54).
- Renouvellement de la commission paritaire des corps des ingénieurs et des architectes en chef (JO N° 24).
- Définition des conditions et des modalités de règlement des prestations fournies par les maîtres d'ouvrage délégués chargés des travaux de réhabilitation des habitations endommagées par le séisme du 21 mai 2003 (JO N° 28).

- Définition des conditions et des modalités de gestion et d'administration des sites d'habitat transitoires érigés à la suite du séisme du 21 mai 2003 (JO N° 28).
- Définition de la liste des fonctions et emplois ouvrant droit à la concession de logements répondant à une nécessité absolue de service ou à une utilité pour le service ainsi que les conditions de leur cessibilité (JO N° 38, 68).
- Approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme intercommunal de Chlef - Oum Drou - Sendjas - Ouled Farès - Chettia et Labiodh Medjaja de la wilaya de Chlef (JO N° 50).
- Définition des règles d'intervention de la caisse nationale du logement en matière de soutien financier des ménages (JO N° 63).
- Définition des paramètres de détermination de la valeur vénale dans le cadre de la cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat et aux offices de promotion et de gestion immobilières (OPGI) réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1er janvier 2004 (JO N° 68).

d) LE SECTEUR DES SERVICES

Ce secteur s'est caractérisé par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Il convient de signaler les textes portant :

- Désignation des agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la législation relative à la poste et aux télécommunications (JO N° 1).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication en bureaux et la direction de wilaya (JO N° 32).

- Création, organisation et fonctionnement de l'agence spatiale algérienne (JO N° 36).
- Fixation du pouvoir de tutelle sur le centre national des techniques spatiales par le ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication, le (JO N° 36).
- Définition du montant de la redevance applicable aux opérateurs titulaires d'autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de télécommunications et / ou la fourniture des services de télécommunications (JO N° 9).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'agence nationale des fréquences et de l'agence nationale de radionavigation maritime (JO N° 36).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale des fréquences (JO N° 69).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (JO N° 74).
- Composition et modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des services et infrastructures de communication, de télécommunication et de l'information (JO N° 65).

AU TITRE DU MINISTERE DU TOURISME

Il convient de citer les textes portant :

- Désignation des membres de la commission nationale de classement en catégories des établissements hôteliers (JO N° 22).
- Déclaration d'utilité publique de l'opération de viabilisation de la zone d'expansion touristique d'El-Aouana, wilaya de Jijel, Bouzedjar, wilaya de Aïn Témouchent, Colonel Haouès, wilaya de Tipaza (JO N° 40, 45).
- Fixation des attributions du ministre du tourisme (JO N° 40).

- Définition des conditions et des modalités d'exercice de l'activité de guide de tourisme (JO N° 42).
- Définition des conditions et des modalités d'organisation des compétitions sportives pratiquées sur la plage (JO N° 46).
- Définition des règles de construction et d'aménagement des établissements hôteliers (JO N° 58).
- Définition des modalités d'exercice, par l'agence nationale de développement du tourisme, du droit de préemption à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques (JO N° 70).
- Déclaration des zones d'expansion touristiques (JO N° 82).
- Définition des modèles-types de la convention et du cahier des charges de concession d'exploitation touristique des plages ouvertes à la baignade (JO N° 70).
- Définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur d'aménagement touristique (JO N° 65).
- Définition du nombre de postes supérieurs de l'administration centrale du ministère du tourisme (JO N° 12).

AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS

Il convient de citer :

- La définition de la liste des travaux et prestations pouvant être effectués par l'institut hydrométéorologique et l'école nationale d'application des techniques des transports terrestres et l'institut supérieur de formation ferroviaire et d'instruction maritimes de Béjaïa et l'école technique de formation et d'instruction maritimes de Mostaganem et l'institut supérieur de formation ferroviaire en sus de sa mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents (JO N° 23, 24).

- Les dispositions générales instituant la coordination civil-militaire en matière de gestion de l'espace aérien (JO N° 29).
- L'organisation du pilotage, les qualifications professionnelles des pilotes et les règles d'exercice du pilotage dans les ports (JO N° 2).
- La définition de la liste des services d'assistance en escale et définissant les conditions de leur exercice (JO N° 20).
- La définition des conditions et des modalités d'exercice des activités de remorquage, de manutention et d'acconage dans les ports (JO N° 24).
- La déclaration d'utilité publique de l'opération d'extension de la réalisation de la première ligne du Métro d'Alger (JO N° 75).
- L'organisation et fonctionnement du bureau de sûreté de la compagnie maritime et du bureau de sûreté portuaire (JO N° 23).
- La définition du régime des études pour l'obtention du diplôme de matelot (JO N° 30).
- L'approbation du modèle-type du cahier des charges définissant les droits et obligations des parties au contrat de prestation de services d'assistance en escale (JO N° 31).
- La définition du modèle-type du contrat d'engagement des personnels navigants de transports maritimes et de commerce (JO N° 48).
- La définition de la composition et le fonctionnement du conseil de discipline du personnel de l'aéronautique civile ainsi que les cas et les conditions de retrait temporaire ou définitif de licence, de certificat de sécurité et de sauvetage ou de qualification (JO N° 48).
- La définition des modalités d'organisation et de fonctionnement du secrétariat permanent du comité national de sûreté de l'aviation civile (JO N° 50).

- La détermination des caractéristiques de la carte de stagiaire des personnels de l'aéronautique civile (JO N° 52).
- La définition des effectifs du centre opérationnel de suivi de la sûreté et de la sécurité des navires et des installations portuaires (JO N° 24).
- La définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel ferroviaire (JO N° 65).
- La définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel portuaire (JO N° 65).

e) SECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

Ce secteur s'est vu renforcé de nombreux textes législatifs et réglementaires au cours de cette année, initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE : il convient de signaler les textes suivants :

- Création et suppression d'écoles fondamentales (3ème cycle) et d'établissements d'enseignement secondaire (JO N° 59).
- Fixation des règles générales régissant l'enseignement dans les établissements privés d'éducation et d'enseignement (JO N° 2).
- Définition des programmes des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents corps spécifiques au secteur de l'éducation nationale (JO N° 3, 29).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents corps spécifiques au secteur de l'éducation nationale (JO N° 1).
- Définition des tâches d'enseignement et de formation à titre d'occupation accessoire (JO N° 51).

- Définition de l'organisation interne du centre national d'intégration des innovations pédagogiques et de développement des technologies de l'information et de la communication en éducation (JO N° 36).

- Définition de l'organisation des services et des bureaux des directions de l'éducation au niveau des wilayas et de l'inspection académique de la wilaya d'Alger (JO N° 79).

AU TITRE DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Il convient de citer les textes suivants :

- Création d'une annexe de l'université de Tiaret à Tissemsilt (JO N° 22).

- Réorganisation et fonctionnement des universités de Constantine et de Chlef (JO N° 15).

- Déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation d'une faculté de droit et d'une résidence universitaire dans la localité de Saïd Hamdine (commune de Bir Mourad Raïs) et la réalisation d'une faculté de médecine et d'une résidence universitaire au lieu dit Ziana (commune de Ben Aknoun - wilaya d'Alger) (JO N° 18).

- Réorganisation de l'université de Boumerdès (JO N° 52).

- Réorganisation des centres universitaire de Béchar, Tébessa, Mascara, Oum El Bouaghi, Saïda, Djelfa, Médéa, Bordj Bou Arréridj, El Tarf, El Oued, Khenchela, Souk Ahras, Khemis Miliana (JO N° 52).

- Transformation de l'institut de technologie des pêches et de l'aquaculture (I.T.P.A) en institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (I.N.S.P.A) (JO N° 53).

- Définition des missions et des règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université (JO N° 61).

- Réorganisation de la formation doctorale, de la post-graduation spécialisée et de l'habilitation universitaire (JO N° 84).

- Définition de la composition, de l'organisation et du fonctionnement de la commission technique chargée d'élaborer les cahiers des charges en vue d'assurer une formation technique de niveau supérieur par des personnes morales de droit privé (JO N° 38).
- Définition des attributions, de la composition, de l'organisation et du fonctionnement de la commission chargée d'étudier les demandes d'agrément des personnes morales de droit privé en vue d'assurer une formation technique de niveau supérieur (JO N° 38).
- Définition de l'organisation administrative du centre universitaire et de la nature de ses services techniques communs (JO N° 38).
- Création d'une annexe de l'université de Tlemcen dans la ville de Maghnia (JO N° 38).
- Création des directions des œuvres universitaires et fixation de leur siège ainsi que la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées (JO N° 51).
- Définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel de l'enseignement supérieur et de la recherche (JO N° 71).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Il convient de citer : la dissolution de l'entreprise nationale des messageries de presse "Est" (JO N° 7).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE

Il convient de citer les textes portant sur:

- L'institutionnalisation du festival culturel national de la chanson "bédouie", la poésie populaire, chanson citadine, "Aissaoua", théâtre de la satire, la musique de jeunes, du film amazigh, les marionnettes, la musique andalouse "Sanaâ", le théâtre comique, "Gnaoui" (JO N°10, 23, 6, 53, 81).
- L'institutionnalisation du festival culturel local du théâtre professionnel de Sidi Bel Abbès et de Annaba (JO N° 81).

- La création du centre national des manuscrits (JO N° 3).
- La définition des conditions et des modalités d'exercice du commerce des biens culturels mobiliers on protégés, identifiés ou non identifiés (JO N°31).
- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-123 intitulé "Fonds national du patrimoine culturel" (JO N° 45).
- La définition des conditions et des modalités d'exercice de l'activité de promoteur de spectacles culturels (JO N° 41).
- La création du musée national d'art moderne et contemporain (JO N°50).
- La création et la composition de la commission de recours compétente à l'égard des fonctionnaires du ministère de la culture (JO N° 25).
- La définition et la composition du conseil d'orientation du centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (JO N° 25).
- L'institutionnalisation du festival culturel international de la bande dessinée, le Malouf, du Malouf, de Djemila, "Ahlil" de Timgad, de la musique andalouse, de la musique hawzi, "Gnaoui" (JO N°23, 26, 37, 46).
- La définition de la liste nominative du conseil d'administration de l'orchestre symphonique national (JO N° 30).
- La définition et la composition du conseil d'administration de l'office national de la culture et de l'information (JO N° 25).
- Le remplacement d'un membre du conseil d'orientation de l'école supérieure des beaux-arts et d'un membre du conseil d'orientation de l'institut national supérieur de musique (JO N° 51).
- L'organisation interne du ballet national (JO N° 53).
- La nomination des membres du conseil d'orientation du centre des arts et de la culture du Palais des Rais (JO N° 69).

- La création et l'organisation de la commission de lecture et de sélection des projets de production audiovisuelle (JO N° 79).
- La définition des modalités d'établissement de l'inventaire des biens culturels mobiliers protégés se trouvant au niveau des représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger (JO N° 29).
- L'organisation administrative des écoles régionales des beaux-arts (JO N° 35, 36).
- L'organisation de l'administration centrale du ministère de la culture en bureaux (JO N° 40).
- La définition de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-119 intitulé "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation - Alger, capitale de la culture arabe 2007" (JO N° 31).
- La définition de la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé "Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques" (JO N° 53).
- La définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels (JO N° 71).
- La définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des zones archéologiques et historiques (JO N° 71).
- Le placement en position d'activité auprès de l'office du parc national de l'Ahaggar relevant du ministère de la culture de certains corps spécifiques du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO N° 74).
- La création des annexes de la bibliothèque nationale dans certaines wilayas (JO N° 75).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Dans ce cadre il convient de citer:

- La création des centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (JO N° 61).
- La définition de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel de la formation et de l'enseignement professionnels (JO N° 65).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Dans ce cadre il convient de citer:

- La déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation de la mosquée d'Alger (JO N° 63).
- La création d'une annexe, dans la wilaya de Constantine, de l'institut islamique de formation des cadres du culte spécialisé dans les lectures (JO N° 36).
- L'organisation des services des directions de wilaya des affaires religieuses et des wakfs en bureaux (JO N° 61).

f) LE SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

Ce secteur s'est caractérisé au cours de l'année par la promulgation de nombreux textes législatifs et réglementaires initiés par les ministères suivants :

AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Il convient de citer:

- La définition des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre (JO N° 2).
- La désignation des membres de la commission de tarification des actes professionnels des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens dentistes et des auxiliaires médicaux (JO N° 1, 70).
- La définition du salaire national minimum garanti (JO N° 72).
- Définition des missions, de l'organisation et du fonctionnement de l'agence nationale de l'emploi (JO N° 9).
- La création et la définition des attributions et l'organisation du fonctionnement de l'organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (JO N° 42).
- La répartition du taux de la cotisation de sécurité sociale (JO N° 60).
- La création et la définition de l'organisation et du fonctionnement de la caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (JO N° 67).
- La définition du barème servant à la détermination du montant de l'indemnité complémentaire mensuelle au profit des titulaires d'allocations de retraite (ICAR) (JO N° 74).
- La nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance-chômage (JO N° 26, 30).
- Le retrait d'agrément d'un agent de contrôle de la sécurité sociale (JO N° 12).
- La nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites (JO N° 48).
- La définition des conditions de création, d'organisation, de fonctionnement et de financement des structures et officines chargées de l'action sanitaire et sociale des organismes de sécurité sociale (JO N° 55).

- La nomination des membres du conseil d'administration de l'office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (O.N.A.A.P.H) (JO N° 66).
- La revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale (JO N° 70).
- L'organisation en bureaux de l'inspection générale du travail (JO N° 9).

AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE

Il convient de citer:

- La transformation des centres de repos des moudjahidine en établissements publics à caractère administratif et la création d'autres centres (JO N° 66).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Il convient de citer:

- La définition des conditions de création, ainsi que la composition et des modalités d'organisation et de fonctionnement des associations sportives au sein des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation supérieurs et de formation et d'enseignement professionnels (JO N° 22).
- La dissolution du centre national des organes et structures d'animation et d'organisation du sport et transfert de ses biens, droits, moyens, activités, obligations et personnels au ministère de la jeunesse et des sports (JO N° 31).
- La dissolution du centre national d'information de la jeunesse et des sports et transfert de ses biens, droits, moyens, activités, obligations et personnels au ministère de la jeunesse et des sports (JO N° 31).
- Le non cumul entre la responsabilité électorale et la responsabilité administrative au sein des structures d'organisation et d'animation sportive (JO N° 40).

- La définition des dispositions applicables au club sportif professionnel et fixant les statuts-types des sociétés sportives commerciales (JO N° 50).
- La fixation du statut des entraîneurs (JO N° 54).
- La création du comité d'organisation des seizièmes jeux arabes scolaires en Algérie (JO N° 54).
- La définition des règles d'organisation et de fonctionnement des directions de la jeunesse et des sports de la wilaya (JO N° 61).
- La création et les modalités d'organisation et de fonctionnement d'un centre national et de centres régionaux de médecine du sport (JO N° 67).
- La création et les modalités d'organisation et de fonctionnement du laboratoire national de dépistage et de lutte contre le dopage (JO N° 76).
- La définition des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-118 intitulé "Fonds national pour la préparation des équipes nationales à la participation aux 9ème jeux africains" (JO N° 78).
- La création et les modalités d'organisation et de fonctionnement du lycée sportif national (JO N° 84).
- La définition des attributions, de l'organisation et du fonctionnement des structures, organes et commissions spécialisées du comité d'organisation des neuvièmes jeux africains 2007 en Algérie (JO N° 31).
- La fixation de la composition, du fonctionnement et des attributions des structures, organes et commissions permanentes du comité d'organisation des seizièmes jeux arabes scolaires en Algérie (JO N° 31).
- La fixation de la liste nominative des présidents et membres des commissions du comité d'organisation des seizièmes jeux arabes scolaires en Algérie (JO N° 54).
- La fixation de la composition et des modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des sports et des grands équipements sportifs (JO N° 65).

- La définition du montant et des modalités d'attribution des indemnités au directeur des jeux, au secrétaire général, aux membres des commissions ainsi qu'aux personnels mis à la disposition du comité (JO N° 50).

- La définition de la quote-part des produits des manifestations sportives se déroulant sur les installations sportives des offices des parcs omnisports de wilayas (JO N° 69).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Il convient de signaler:

- La création et les modalités d'organisation et de fonctionnement des foyers pour personnes âgées ou handicapées (Rectificatif) (JO N° 38).

- L'approbation des programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques de l'administration chargée des affaires sociales (JO N° 1).

- La définition des mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi (JO N° 80).

- Le pouvoir de tutelle sur l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes ainsi que l'agence de développement social conféré, au ministre de l'emploi et de la solidarité nationale, (JO N° 36).

- La réorganisation de l'agence de gestion du micro-crédit (JO N° 36).

- La définition des modalités du bénéfice par les personnes handicapées, de la gratuité du transport et de la réduction de ses tarifs (JO N° 28).

- La définition de la composition, des modalités de fonctionnement et des attributions du conseil national des personnes handicapées (JO N° 28).

- La définition des modalités d'accessibilité des personnes handicapées à l'environnement physique, social, économique et culturel (JO N° 80).

- La désignation des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale de gestion du micro crédit (JO N° 40).

- La désignation des membres du conseil d'orientation de l'agence de développement social (JO N° 48).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Il convient de citer:

- La définition de la liste des produits pharmaceutiques essentiels et vitaux à acquérir selon la procédure de gré à gré après consultation (JO N° 21).
- La désignation des membres de la commission de la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens dentistes et des auxiliaires médicaux (JO N° 25).
- La définition des programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades des psychologues de la santé publique (JO N° 8).
- La définition des programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades des administrateurs des services sanitaires (JO N° 22).
- La définition des programmes des concours sur épreuves pour les candidats externes pour l'accès au cycle de formation paramédicale (JO N° 27).
- La définition des programmes des concours sur épreuves pour l'accès à la formation paramédicale (JO N° 83).
- La définition des programmes des examens professionnels pour l'accès aux corps et grades des paramédicaux, des sages-femmes et auxiliaires médicaux en anesthésie-réanimation (JO N° 28).
- La définition des modalités d'organisation des concours sur épreuves pour l'accès aux corps et grades des praticiens médicaux spécialistes de santé publique (JO N° 23).
- L'approbation de la loi relative au service civil (JO N° 47, 72).

- L'approbation de la loi relative à la protection et à la promotion de la santé (JO N° 47, 72).
- La création et les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission nationale et des commissions de wilaya de veille, de suivi et de lutte contre la grippe d'origine aviaire (JO N° 9).
- La création et les modalités d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers dans certaines wilayas (JO N° 27, 70, 75).
- La définition des modalités de mise en œuvre des dispositions relatives à l'exonération des droits et taxes des produits chimiques et organiques destinés à la fabrication des médicaments (JO N° 32).
- La définition des règles de création, d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers spécialisés (JO N° 39, 58).
- La définition des modalités d'accomplissement du service civil pour les praticiens médicaux (JO N° 75).
- La définition de la liste et de la nature des activités de néonatalogie par unité et service (JO N° 27).
- La définition des normes des locaux et des équipements des établissements privés de formation paramédicale (JO N° 41).
- L'organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO N° 38).
- La définition la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur de la santé (JO N° 65).

**AU TITRE DU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE
DE LA SANTE, POPULATION, REFORME HOSPITALIERE
CHARGE DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION FEMININE**

Il convient de citer:

- La création du conseil national de la famille et de la femme (JO N° 75).

DECLARATION

Il convient de citer:

- La déclaration de patrimoine de Monsieur Ahmed Ouyahia, ancien chef du Gouvernement et de Monsieur Hachemi Djar, ministre de la communication (JO N° 49).

Direction de la codification et de l'information juridique.

Au cours de l'année 2006, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

Achèvement de la réorganisation des liens juridiques : 1962 à ce jour.

- Recueils de textes:

Mise à jour au 31/12/2006 du recueil des conventions et accords internationaux ratifiés par l'Algérie. **(76 conventions pour l'année 2006)**

En cours : recueil des textes législatifs relatifs aux infrastructures de base.

5ème législature "2002-2007" :

Etat des textes législatifs arrêté au 31/12/ 2006.

Codification :

- a) codification du code de commerce
- b) mise à jour du code foncier,
- c) en cours de codification :
 - code pénal,
 - code de procédure pénale,
 - code des investissements.

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment la consolidation de l'Etat de droit, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.